



**Centre Communal
d'Action Sociale**

**Ville de
Marolles-en-Hurepoix**

**Canton de
Brétigny-sur-Orge**

**Département
de l'Essonne**

**Arrondissement
de Palaiseau**

Date de convocation :
24 septembre 2026

Nombre de conseillers :

En exercice : 17
Présents : 13
Votants : 15

Pour : 15
Contre : 00
Abstention : 00

Date de publication :
5 octobre 2026

**Extrait du registre des délibérations
du Conseil d'Administration du
Centre Communal d'Action Sociale**

L'an deux mille vingt-six, le premier octobre, à dix-huit heures, le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale légalement convoqué, s'est réuni s'est réuni à la mairie de Marolles-en-Hurepoix, sous la présidence de Monsieur Nicolas MURAIL, Président.

Etaient présents :

M. Murail, Mmes Clidière, Chevilliard-Grelot, M. Cousinard, Mme Tussiot, MM. Meissonnier, Joubert, Mmes Despaux, Boucard, M. Vigier, Mme Ficarelli-Corbière, MM. Demange et Preud'homme

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés ayant remis un pouvoir :

Mme Ehrmann a remis pouvoir à Mme Clidière.
M. Hassad a remis pouvoir à Mme Julien.
Mme Machut a remis pouvoir à Mme Ficarelli-Corbière.

Absente excusée :

Mme Julien.

Formant la majorité des membres en exercice.

Objet : Reconduction de la convention tripartite de la téléassistance. Selon les nouvelles modalités liées au dispositif départemental « Essonne Téléassistance ».

CONSIDÉRANT que, depuis le 1er avril 2022, le Centre Communal d'Action Sociale de Marolles-en-Hurepoix permet aux habitants de la commune de bénéficier du dispositif de téléassistance mis en place par le Département de l'Essonne, destiné notamment aux personnes âgées ou en situation de handicap ;

CONSIDÉRANT que le Département de l'Essonne a conclu avec la société VITARIS un dispositif dénommé « Essonne Téléassistance », permettant aux Essonniens de bénéficier de prestations de téléassistance et, sous certaines conditions, de la prise en charge gratuite de certaines options ;

CONSIDÉRANT que la convention tripartite conclue entre le Département de l'Essonne, la société VITARIS et le Centre Communal d'Action Sociale est conclue pour une durée ferme de quatre ans ;

CONSIDÉRANT qu'à compter du 1er septembre 2026, les modalités d'accès à la gratuité du dispositif évoluent ;

CONSIDÉRANT que le Département de l'Essonne a prévu de maintenir intégralement les droits des bénéficiaires déjà inscrits au dispositif, lesquels continueront à bénéficier gratuitement du service jusqu'au 31 décembre 2027 ;

CONSIDÉRANT que, pour les nouvelles demandes déposées à compter du 1er septembre 2026, la gratuité du service est désormais réservée aux personnes présentant le niveau de dépendance le plus important, classées en GIR 1 ou GIR 2 ;

CONSIDÉRANT que, pour les nouvelles demandes ne relevant pas des niveaux de dépendance GIR 1 ou GIR 2, une participation de 9 € par mois est applicable au titre du service de base et reste intégralement à la charge du bénéficiaire ;

CONSIDÉRANT que ces nouvelles modalités nécessitent la conclusion d'un avenant à la convention tripartite précitée ;

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION, après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés,

APPROUVE l'avenant à la convention tripartite entre le département de l'Essonne, la société VITARIS et le Centre Communal d'Action Sociale, relative à « Essonne téléassistance »,

AUTORISE Monsieur Président, ou son représentant à signer ledit avenant,

PRECISE qu'à compter du 1er septembre 2026, pour les Marollais, les modalités d'accès à la gratuité évoluent. Le Département a fait le choix de préserver intégralement les droits des bénéficiaires actuels, qui continueront à bénéficier gratuitement du service jusqu'au 31 décembre 2027.

DIT qu'en revanche, pour les nouvelles demandes déposées à compter de cette date, la gratuité sera désormais réservée aux personnes présentant le niveau de dépendance le plus important. Classées en GIR 1 ou GIR 2.

Pour extrait conforme
Le 2 octobre 2026

Nicolas MURAIL

Maire
Président du CCAS



La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet,

- d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de sa notification devant le Tribunal administratif de Versailles (56, avenue de Saint Cloud 78011 Versailles Cedex – Tél. : 01 39 20 54 00 Fax : 01 39 20 54 87 – Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr). Ce recours doit être assorti du paiement de la contribution prévue à l'article R.411-2 du Code de justice administrative, conformément au décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, sous peine d'irrecevabilité de la demande.

Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L521-1 du Code de justice administrative). Ce recours doit être assorti du paiement de la contribution prévue à l'article R.411-2 du Code de justice administrative, conformément au décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, sous peine d'irrecevabilité de la demande.

- ou d'un recours gracieux et/ ou demande préalable auprès du CCAS de la Commune (Mairie Services des Affaires générales – 1 avenue Charles de Gaulle 91630 Marolles-en-Hurepoix). Votre recours gracieux et/ ou demande préalable donnera donc lieu à un examen par nos services. Au sens des dispositions de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 :

• votre interlocuteur sera Monsieur le Président du CCAS de la commune de Marolles-en-Hurepoix,

• si votre demande donne lieu à une décision explicite en deçà d'un délai de deux mois, vous disposerez d'un délai de deux mois pour exercer un recours pour excès de pouvoir contre ladite décision à compter de sa notification devant le Tribunal administratif de Versailles (56, avenue de Saint Cloud 78011 Versailles – Tél. : 01 39 20 54 00 Fax : 01 39 20 54 87 – Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr). Ce recours doit être assorti du paiement de la contribution prévue à l'article R.411-2 du Code de justice administrative, conformément au décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, sous peine d'irrecevabilité de la demande. Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L521-1 du Code de justice administrative). Ce recours doit être assorti du paiement de la contribution prévue à l'article R.411-2 du Code de justice administrative, conformément au décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, sous peine d'irrecevabilité de la demande.

• si votre demande ne donne pas lieu à une réponse, une décision implicite de rejet de celle-ci en résultera au terme d'un délai de deux mois à compter de la présente. Vous disposerez alors également d'un délai de deux mois pour exercer un recours pour excès de pouvoir contre ladite décision devant le Tribunal administratif de Versailles (56, avenue de Saint Cloud 78011 Versailles – Tél. : 01 39 20 54 00 Fax : 01 39 20 54 87 – Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr). Ce recours doit être assorti du paiement de la contribution prévue à l'article R.411-2 du Code de justice administrative, conformément au décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, sous peine d'irrecevabilité de la demande. Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L. 521-1 du Code de justice administrative). Ce recours doit être assorti du paiement de la contribution prévue à l'article R.411-2 du Code de justice administrative, conformément au décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, sous peine d'irrecevabilité de la demande.

Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.